



Le 14 novembre, tous en grève, dans l'unité

La DGI s'enferme dans une logique basée sur la performance et les résultats. Convaincue de ses choix, elle s'inscrit dans une démarche aveugle de déréglementation, de suppressions d'emplois, de courses aux objectifs, de recherche de gains de productivité et d'efficience. Pour ce faire elle s'est engagée dans un plan de réformes permanentes des structures et aggrave sans cesse les conditions de vie au travail des agents. Ne voulant se donner aucune marge de discussion, elle méprise le dialogue social.

ENCORE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !

Le chiffre exact de suppressions pour 2007, annoncé au dernier CTPM s'élève à 1427 emplois à la DGI. Le niveau de recrutement au concours est au plus bas, et les directeurs sont en train de chercher comment dépecer les services, puisqu'ils connaissent déjà le nombre de postes à supprimer dans chaque catégorie. La situation devient catastrophique et s'il n'y pas de riposte des personnels elle se dégradera encore puisque le contrat de performance prévoit un nombre équivalent de suppressions pour 2008.

Les syndicats exigent l'arrêt des suppressions d'emplois.

DES REGLES DE GESTION MISES A MAL !

Pour imposer ses réformes en tout sens, pour gérer la pénurie d'emplois les garanties des agents constituent un obstacle majeur.

Aujourd'hui cette administration fait fi des possibilités offertes aux agents. Seul est pris en compte l'intérêt du service ou plutôt celui de la réalisation des objectifs !

A travers la flexibilité qu'elle entend mettre en œuvre au niveau local par la disparition de la règle de l'ancienneté, elle a pour objectif au final, de l'évincer même au niveau national. Ce qui est plus que sous-entendu dans d'autres fiches du groupe de travail mutations et avec la multiplication des postes à profil. La destruction des garanties collectives des agents n'est pas acceptable.

Les syndicats exigent le maintien de la règle de l'ancienneté dans les affectations locales et l'ouverture des négociations sur les règles de gestion.



DES CONDITIONS DE TRAVAIL DEGRADEES !

Les réformes successives, la course aux indicateurs, les échéances de plus en plus rapprochées, l'élévation du niveau des charges conduisent à une pression hiérarchique renforcée qui pèse sur les agents, mais aussi sur les chefs de services .

Le constat est là, il y a la dégradation des conditions de vie au travail comme en témoignent les informations des départements, via les médecins de prévention et d'autres études.

Les syndicats exigent des négociations pour l'amélioration des conditions de travail.

LA QUESTION DU POUVOIR D'ACHAT AU CENTRE DES PREOCCUPATIONS !

Si la revalorisation du point d'indice est un élément central de la défense du pouvoir d'achat et relève du niveau fonction publique, la question du régime indemnitaire est du niveau de la DGI.

La réforme dite « harmonisation indemnitaire » à la DGI n'est pas satisfaisante : elle conduit à des inégalités supplémentaires, de maigres gains pour certains, des pertes sèches pour d'autres. Ce dossier est donc à revoir sur des bases ambitieuses pour reconnaître en partie les qualifications des agents.

Les syndicats exigent une revalorisation du régime indemnitaire.

Faisons la grève le 14 novembre dans l'unité.

**Imposons l'ouverture de négociations
par un nouveau dialogue social !**

**TOUS EN GREVE
LE 14 NOVEMBRE,**

**par notre nombre et notre
détermination**

nous gagnerons sur nos revendications

Le 30 octobre 2006

